À Madrid, certains hôpitaux sont déjà débordés

Coronavirus

Les unités de soins intensifs de la région se remplissent à grande vitesse. Démunis face à la deuxième vague de la pandémie, les médecins appellent à la grève.

Les hôpitaux de Madrid se préparent à revivre l'enfer du mois de mars. Alors que les contagions remontent à une vitesse vertigineuse, tous les établissements de la capitale espagnole sont sur le qui-vive. Un à un, ils annulent les opérations programmées et commencent à réserver tous les lits possibles pour les patients Covid.

«Nous avions réussi à tenir, en mars, dans une situation extrême, mais je ne sais pas si nous sommes prêts à revivre le même enfer. Nous ne sommes pas des machines», s'inquiète José Angel Satué, médecin de l'hôpital universitaire de Fuenlabrada, dans la périphérie sud de la ville. Il dénonce le gâchis de cinq mois d'inaction au lieu de se préparer au rebond des contagions et redoute l'hiver prochain.

«La première vague était un tsunami, elle a commencé à nous passer dessus sans qu'on s'en rende compte. Cette fois, c'est un train de marchandise qui avance lentement, mais une fois qu'il est en marche, c'est difficile de l'arrêter.» En juillet, pourtant, la situation était contrôlée. C'est en août que tout a dérapé faute de stratégie pour détecter les foyers de contagion et freiner les transmissions.

«Injuste pour les autres»

«Nous risquons de nous reconvertir en hôpitaux Covid, c'est-à-dire abandonner tous les autres patients. On a pu le faire quelques semaines au printemps, et c'est déjà en train d'arriver à nouveau, mais c'est intenable et injuste pour les autres patients», affirme Angela Hernandez, la porte-parole de l'association de médecins de Madrid Amyts, qui dénonce l'absence de détermination des autorités sanitaires et le manque de coordination des administrations nationale et régionale face à la pandémie.

La capitale espagnole est sans aucun doute au centre de toutes les préoccupations. Elle concentre à elle seule plus d'un tiers des nouvelles contagions qui se produisent en Espagne, le pays le plus touché d'Europe par le Covid-19, avec plus de 700'000 cas depuis le début de la pandémie, et le nombre de morts commence à remonter sensiblement. «Il faut agir avec détermination, affirme le ministre de la Santé, Salvador Illa, qui appelle les autorités régionales à agir, plus vite et plus fort, contre l'avancée de la pandémie. «Il n'y a pas d'approche graduelle qui vaille, je pense que de dures semaines se profilent à Madrid», prévient-il.

> «Cette fois, c'est un train de marchandise qui avance lentement, mais une fois qu'il est en marche, c'est difficile de l'arrêter»
>
> **José Angel Satué,** médecin de l'hôpital universitaire de Fuenlabrada, à Madrid

Grève symbolique

Les mesures de confinement sélectif selon les quartiers qui ont été instaurées en début de semaine par la région ont été accueillies avec scepticisme. Elles arrivent beaucoup trop tard, estime le personnel sanitaire débordé, alors que les associations de médecins ont lancé un appel à la grève à partir de ce lundi pour réclamer des renforts face à la pandémie. L'arrêt de travail risque d'être symbolique, très encadré par l'obligation de services minimum, surtout au moment où la profession croule sous la tâche. «La seule chose que nous demandons, ce sont des solutions concrètes pour les médecins et pour l'assistance sanitaire à la population», explique Angela Hernandez, en dénonçant l'impréparation face à cette deuxième vague. «Nous avons besoin de médecins, d'infirmiers et de renfort administratif pour nous aider à faire le suivi des patients et de leurs proches pour contrôler les transmissions», insiste aussi Maribel Giraldez, médecin du centre de santé Nuestra Señor de Fatima, à Carabanchel.

Comme en mars dernier, les hôpitaux ont commencé à déployer en catastrophe des installations de fortune pour élargir les capacités de leurs unités pour les patients critiques. Selon les chiffres officiels, les lits de soins intensifs dans la région de Madrid, vides il y a quelques semaines, sont aujourd'hui occupés à 40% par les patients Covid. Mais ce taux atteint presque 100% dans les zones les plus touchées par le virus, détaille Octavio José Salmeron Beliz, médecin de l'hôpital d'Alcorcon.

«Évidemment, on peut encore y ajouter tous les lits de réanimation des autres services, calcule-t-il, mais cela veut dire suspendre toutes les activités normales des hôpitaux et ce serait un échec dramatique pour la médecine de ce pays.»

Cécile Thibaud
Madrid

Le bras armé du président Donald Trump

Portraits d'Amérique

Ma vie sous Trump 4/8

Les Américains abordent la présidentielle du 3 novembre profondément divisés entre les pro-Trump qui vénèrent le président et les anti-Trump qui le rejettent en bloc. Pour comprendre cette élection cruciale pour l'avenir de la démocratie américaine, nous rencontrons chaque semaine jusqu'au 3 novembre huit électrices et électeurs des deux camps. Aujourd'hui, étape en Pennsylvanie, à la rencontre d'un patriote, favorable au principal slogan de campagne du président: «Law and Order» (loi et ordre).

Jason Hartshorne s'affiche fièrement avec son fusil AR-15 en bandoulière. DR

Jason Hartshorne, 43 ans, soutient Donald Trump et prédit une guerre civile aux États-Unis si les démocrates s'attaquent au droit de posséder une arme.

Malgré son fusil d'assaut AR-15 en bandoulière, Jason Hartshorne dégage une certaine douceur. Ses yeux rieurs et sa voix presque timide tranchent avec la présence menaçante de l'arme qu'il exhibe un dimanche de septembre à Easton, une ville ouvrière de Pennsylvanie. Le fusil d'assaut est sa manière d'exprimer son soutien à Donald Trump, le président américain qu'il vénère et qui représente pour lui le dernier rempart pour la défense d'un port d'arme sans limite aux États-Unis.

«Les démocrates essaient de nous enlever le droit d'avoir une arme», affirme Jason Hartshorne à propos de la volonté affichée par les démocrates de bannir les fusils d'assaut. «Ils l'affaiblissent progressivement en voulant d'abord limiter la taille des chargeurs. Ils s'attaquent aux AR-15 et s'en prendront ensuite à toutes les armes. Les gens ne l'accepteront pas et nous aurons une guerre civile. Beaucoup d'Américains sont prêts pour une guerre civile. J'espère que le sang ne coulera pas dans les rues.»

Cet employé de la voirie, blanc, âgé de 43 ans, s'est mobilisé avec une centaine de supporters de Donald Trump en ce dimanche pour une manifestation baptisée «Klaxonne et salue» à la gloire du président des États-Unis. Plusieurs hommes portent leur arme à la ceinture. Femmes et enfants agitent des drapeaux «Trump 2020».

Entre klaxons d'approbation et insultes, la réaction des automobilistes est contrastée. «Nazi», hurle une jeune conductrice. Jason Hartshorne sourit et hausse les épaules. Il est arrivé préparé pour ce genre de situation. Quand on demande au quadragénaire issu de la classe ouvrière de décrire son lien avec le milliardaire new-yorkais, il marque un temps d'arrêt. «Je ne sais pas s'il se préoccupe vraiment de nous, mais ce qu'il fait pour le pays semble l'indiquer», affirme-t-il à propos du président des États-Unis. «Et je me dis que si le monde entier le déteste, c'est qu'il doit faire quelque chose de juste pour nous les Américains.»

Peur du communisme

Jason Hartshorne et les militants pro-Trump qui se sont réunis ce dimanche partagent une peur bleue du communisme que le président des États-Unis ne cesse de raviver. Ils défendent leur Amérique blanche, persuadés, malgré leur condition modeste, d'appartenir au rêve américain que leur promet Donald Trump. Leur slogan: «Dieu, liberté et patrie» («God, Freedom and Country»).

Ils rejettent la réalité de la pandémie qui a fait 200'000 morts aux États-Unis et croient, comme le président Trump, à un complot démocrate le jour de l'élection. Ils dénoncent aussi les émeutes raciales qui ont ébranlé leur pays depuis la mort de George Floyd, un Noir étouffé par un policier blanc en mai. «Je pense que les gens se font avoir, affirme Jason Hartshorne. Ils veulent défendre la vie des Noirs, mais Black Lives Matter *(ndlr: qui proteste contre les bavures policières sur des Noirs)* est une organisation marxiste-communiste qui se fiche des Noirs. Elle veut seulement prendre le pouvoir.»

Easton, une ville de 27'000 habitants, connaît une profonde mutation démographique avec l'arrivée en masse de Portoricains et d'immigrés hispaniques. Le maire y est démocrate, mais à l'image de la Pennsylvanie, le comté comprenant Easton a voté à une courte majorité pour Donald Trump en 2016 après avoir plébiscité Barack Obama en 2012.

La bataille des porches

Dans le centre-ville, la bataille des porches bat son plein entre voisins qui affichent leurs couleurs pro-Biden ou pro-Trump devant leur maison. Easton a été ciblée par les deux campagnes, car si elle repassait dans le camp démocrate lors de la présidentielle du 3 novembre, la ville pourrait contribuer à faire basculer la Pennsylvanie en faveur de Joe Biden et ouvrir les portes de la Maison-Blanche au politicien originaire de l'État.

Un sondage publié cette semaine par l'Université du Wisconsin place Joe Biden en tête en Pennsylvanie. Malgré cela, Jason Hartshorne est convaincu que Donald Trump remportera l'État. «Les politiciens disent tous qu'ils agiront, mais ils ne le font jamais, conclut-il. Trump, lui, a fait tout ce qu'il avait promis.»

Jean-Cosme Delaloye
Easton (Pennsylvanie)

«Voies rapides» pour bicyclettes

À Zurich, les cyclistes veulent bannir les voitures sur 50 kilomètres de route

La gauche veut doter la ville d'un réseau sécurisé d'«autoroutes» pour vélos. Les Zurichois se prononcent ce dimanche.

Gabriel Sassoon

Les cyclistes zurichois auront-ils bientôt des «autoroutes» à vélo? KEYSTONE

S'il fallait une preuve de l'insatisfaction de nombreux Zurichois face à leur réseau cyclable, ce pourrait être celle-ci: l'initiative en faveur de «routes sûres pour vélos» a récolté en à peine une journée 5000 signatures, soit 2000 de plus que le nombre requis. Ce dimanche, les citoyens de la ville de Zurich se rendent aux urnes pour dire s'ils souhaitent l'aménagement de 50 kilomètres de voies réservées aux bicyclettes. L'on ne parle pas ici de simples pistes cyclables: les voitures seraient bannies du réseau, à quelques exceptions près (riverains, commerces, police, etc.). Les autorités auraient dix ans pour mettre en œuvre le projet, soutenu par le centre gauche et combattu par la droite.

Aux yeux de leurs partisans, ces «autoroutes» cyclables sont nécessaires pour permettre à Zurich de devenir une vraie ville du vélo, sur le modèle d'Amsterdam ou Copenhague. Pour l'heure, elle en est loin. Si habituée à dominer les classements en tous genres, la plus grande ville de Suisse fait pâle figure face aux infrastructures bâloises ou bernoises. C'est ce qui ressort de la dernière enquête de Pro Vélo sur la cyclophilie des communes suisses, publiée en 2018. Zurich figurait en 31e position du classement. Seules les villes de Genève, Lausanne et Fribourg faisaient pire.

Parcours du combattant

Renforcer la sécurité des cyclistes, c'est l'objectif «urgent» que visent les initiants. Depuis 2011, le nombre d'accidents a plus que doublé dans la cité sur les bords de la Limmat, tandis que les blessures augmentent elles aussi de manière constante, déplore le comité. Demandez à un cycliste zurichois, il vous décrira le parcours du combattant auquel s'apparente parfois la traversée de la ville. Il y a ces pistes cyclables qui disparaissent abruptement. Ou ces voies mixtes, où piétons et cyclistes se frôlent dangereusement.

Lancée par le PS, l'initiative a décroché l'approbation de l'Exécutif municipal, dominé par le camp rose-vert. Ce n'était pas arrivé depuis longtemps en ville de Zurich. «Toujours plus de personnes se déplacent à vélo, il faut leur permettre de circuler en sécurité, ce qui n'est pas le cas en ce moment. Les autorités ont favorisé le développement des transports publics, mais elles ont négligé la bicyclette», regrette Yvonne Ehrensberger, directrice de Pro Vélo Zurich. L'association soutient le projet, aux côtés de Greenpeace, entre autres organisations. Les initiants misent aussi sur l'atout écologique du vélo. «Pour encourager davantage de gens à rouler, il faut leur donner confiance dans le réseau.»

Dans le camp des opposants, l'UDC a dit tout le mal qu'elle pensait de ce qu'elle perçoit comme un pas de plus vers l'exclusion totale de la voiture en ville. Dans plus de la moitié des cas d'accidents, ce sont les cyclistes qui sont responsables, avancent par ailleurs les détracteurs démocrates du centre. Le PLR, de son côté, s'est dit favorable sur le principe à la création d'un réseau pour vélos, mais il réclamait des compensations pour les places de parc supprimées. Ses demandes n'ont pas été écoutées. «La gauche doit au moins renoncer aux pistes cyclables de 1,8 m lors de la construction ou la rénovation de routes. Elle ne peut pas tout avoir», fustige Raphaël Tschanz, élu PLR au parlement de la ville. Ce dernier redoute en plus que les voies rapides se révèlent dangereuses. «Comment se comporteront les cyclistes sur des autoroutes qui leur sont réservées?»

L'effet du coronavirus

Dans la métropole rose-verte, les arguments bourgeois risquent d'avoir de la peine à convaincre. La crise du coronavirus et le boom du vélo qui l'a accompagnée semblent par ailleurs faire les affaires de l'initiative. Yvonne Ehrensberger, de Pro Vélo, en est convaincue. Pendant le semi-confinement, les Zurichois ont pu se rendre compte «à quel point on pouvait mieux circuler sans la présence de voitures», affirme-t-elle. «Malheureusement, le trafic motorisé est revenu à la normale et nous remarquons plus que jamais que nos infrastructures sont lacunaires.»

Interview

«Les voies vertes rendent le vélo plus attractif»

Vincent Kaufmann, des dizaines de kilomètres de routes réservées aux cyclistes en pleine ville, c'est une bonne idée?

Oui. On l'a vu à Genève avec la Voie verte créée jusqu'à Annemasse. Ce type d'infrastructure va considérablement accroître l'attrait du vélo et du vélo électrique. C'est un signal politique fort, qui me semble très pertinent.

Le modèle de Zurich est-il transposable dans d'autres villes?

Oui, tout à fait. Dans un certain nombre de villes à grandes pentes, comme Lausanne, Neuchâtel, Vevey ou Montreux, c'est moins évident. Mais il n'y a pas de raison qu'on ne mette pas cela en place à Genève, Morges ou Bienne.

Vincent Kaufmann, spécialiste de la mobilité urbaine

Dans le classement des villes les plus cyclophiles établi par l'association Pro Vélo, la Suisse romande est toujours à la traîne. Pourquoi?

Genève serait sans doute mieux classée aujourd'hui, car en plus de la Voie verte, les aménagements cyclables mis en place durant la crise sanitaire ont fait bondir l'utilisation du vélo de 22%. C'est énorme. Mais il est vrai que dans les agglomérations plus petites, comme Fribourg, il reste du chemin à faire. Quand les transports publics sont moins performants, avec par exemple une cadence à la demi-heure sur les lignes du RER fribourgeois, beaucoup de gens se rendent en ville en voiture, et le fait qu'il y ait autant de voitures rend difficile de mener une politique de promotion active du vélo. C'est un problème systémique.

Comment inverser la tendance?

Les agglomérations alémaniques, surtout Berne et Zurich, nous montrent la voie. Elles ont des transports publics performants. Et elles ont mené une politique du stationnement restrictive, mais pas dans la douleur. Cela a été un processus relativement lent et fluide. Si vous vous rendez au centre-ville de Berne, il n'y a quasi pas d'embouteillages, parce que très peu de gens y viennent en voiture. Dans un contexte comme celui-ci, c'est plus facile de réserver des routes aux cyclistes. Si on voulait faire la même chose à Lausanne, où le trafic très dense sur certains axes, je pense que ce serait très difficile politiquement. **P.M.**

Berne paie les caisses pour mesurer les coûts de la santé

Assurance maladie

À droite comme à gauche, on réclame qu'un organisme indépendant se charge à l'avenir des modalités de calcul.

La hausse des primes maladie a beau être modérée cette année, les polémiques ne faiblissent pas sous la Coupole. Parmi les points de crispation: la transparence. Pour effectuer le monitoring des coûts de la santé - qui sert de base au calcul des primes -, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) passe par la société Sasis SA. Or, cette dernière est propriété de SantéSuisse, l'une des faîtières des caisses maladie.

Un mélange des genres qui ulcère nombre de parlementaires romands, d'autant que l'OFSP refuse de dévoiler le montant de la rémunération. «Dans le contrat figure une clause financière pour la rétribution de la mise en forme et la transmission des données», se contente de préciser son porte-parole. «C'est franchement problématique», dénonce Vincent Maitre (PDC/GE). Par le biais d'une interpellation adressée au Conseil fédéral, il a bien l'intention d'en savoir plus sur cette relation contractuelle et la fiabilité des chiffres.

«J'ai du mal à faire confiance aux chiffres des assureurs, précise le Genevois. Ils ne reflètent pas ce qu'on entend lorsque l'on parle avec les autres acteurs de la santé, comme les hôpitaux ou les cliniques privées. Ces doutes sont renforcés par le fait que le système manque de transparence.» Pour Vincent Maitre, les caisses maladie devraient livrer leurs chiffres gratuitement à une institution neutre, comme l'Office fédéral de la statistique. «Aujourd'hui, on assiste à une mascarade, où le Conseil fédéral et les assureurs tendent le bâton pour se faire battre.»

«Oui, c'est un problème, reconnaît Pierre-Yves Maillard (PS/VD). Quand j'étais au Conseil d'État, les Cantons avaient eux aussi demandé à avoir accès à ces données pour mieux comprendre l'évolution des coûts. Je me souviens qu'il y avait une clause de confidentialité. Tout cela est dérangeant, car ces données devraient être publiques.»

Apaiser le débat

Ce n'est pas la première fois que la Coupole s'agite sur ce thème. Dans une motion commune déposée en 2018, Adèle Thorens (Verts/VD) et Olivier Feller (PLR/VD) appelaient déjà à confier cette tâche à un organisme indépendant, afin d'apaiser le débat autour de l'assurance maladie.

«Que l'OFSP paie un organisme qui a un lien avec les assureurs pour obtenir les données qui servent ensuite de base à des décisions politiques ultrasensibles, ça pose évidemment des questions sur la façon dont ces chiffres sont contrôlés, mais aussi sur le fonctionnement démocratique, dit Adèle Thorens. J'ai du mal à comprendre cette façon de faire. La Confédération dispose des ressources nécessaires, et si ce travail était effectué par un organisme qui n'est pas directement impliqué dans le secteur de la santé, le résultat serait mieux accepté par les autres acteurs et par la population.»

> «J'ai du mal à faire confiance aux chiffres des assureurs»
>
> **Vincent Maitre,** conseiller national (PDC/GE)

Les assureurs bidouilleraient-ils leurs chiffres? «Je ne dis pas que leur travail est malhonnête, répond Olivier Feller. Mais pour mener un débat rationnel entre les acteurs de la santé, il faut pouvoir se fier à des données objectives et acceptées comme rigoureuses et vérifiées par tous. Même si les chiffres sont irréprochables, le focus peut être différent, car les intérêts sont divergents. C'est comme si pour le partenariat social, les données étaient apportées et traitées par le patronat, je ne pense pas que les syndicats les accepteraient les yeux fermés.» En clair, avec le fonctionnement actuel, l'OFSP ne donne pas l'apparence de données impartiales.

SantéSuisse conteste

Des insinuations que conteste SantéSuisse. «Je ne vois pas vraiment l'intérêt de ne pas donner les vrais chiffres de l'évolution des coûts que nous observons en tant qu'assureurs», réagit son porte-parole Christophe Kaempf. D'autant que l'OFSP ne se base pas uniquement sur ces données. «S'il y avait des manipulations, elles seraient très vite découvertes en recoupant avec les autres sources.»

D'ailleurs, la polémique ne semble pas traverser la Sarine. Les différents élus alémaniques - de gauche comme de droite - que nous avons contactés ne voient pas vraiment où se situe le problème: seuls les assureurs connaissent l'entier des coûts puisque ce sont eux qui paient les factures. Le parlement semble toutefois prêt à entrer en matière. La preuve: en mars, la motion Thorens-Feller a été acceptée au National. Elle attend désormais son traitement au Conseil des États. Et ce avec le préavis favorable du Conseil fédéral, qui assure déjà qu'il planche sur une solution. **Florent Quiquerez**

Berne

KEYSTONE

Trois jours après le nettoyage du camp des activistes de Rise Up for Change sur la place Fédérale, plus de 2000 personnes se sont à nouveau rassemblées vendredi après-midi, à Berne. Cette manifestation s'est déroulée en parallèle d'autres grèves des jeunes pour le climat sur toute la planète. ATS

Belgique et Portugal jugés pays à risque

Pandémie

Quinze nouveaux noms ont été ajoutés sur la liste des territoires à risque. Dès lundi, les voyageurs en revenant devront se mettre en quarantaine.

Les Suisses devront réfléchir à deux fois avant de se rendre au Royaume-Uni, au Portugal ou en Belgique. Ces pays figurent parmi les quinze territoires ajoutés par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) à la liste des territoires à risque. À compter de lundi, les voyageurs revenant de ces régions devront se mettre en quarantaine pendant dix jours à leur arrivée en Suisse.

Les Suisses sont invités à éviter de se rendre en Belgique, au Danemark, en Équateur, en Irlande, en Islande, en Jamaïque, au Luxembourg, au Maroc, au Népal, aux Pays-Bas, à Oman, au Portugal, en Slovénie, en Hongrie et au Royaume-Uni, a indiqué l'OFSP dans un communiqué vendredi.

Contrôles aléatoires du respect de la quarantaine

La liste mise à jour comprend également les régions de Bretagne en France, de Ligurie en Italie et deux nouvelles régions autrichiennes (Basse-Autriche et Haute-Autriche). Le Kosovo et Saint-Marin en ont par contre été retirés.

La quarantaine est appliquée en Suisse depuis début juillet pour les personnes arrivant d'un État ou d'une zone à risque. Les voyageurs de retour de ces régions doivent se présenter aux autorités cantonales dans les deux jours. Ces dernières vérifient le respect de la quarantaine de manière aléatoire.

La Confédération a ancré la définition des critères des pays à risque dans une ordonnance: il s'agit de pays dans lesquels le nombre de nouvelles infections pour 100'000 habitants au cours des quatorze derniers jours est supérieur à 60. **ATS**

Redevance

Le parlement dit oui à l'indemnité de 50 fr. par ménage

Les Chambres fédérales ont soutenu vendredi sans opposition ni abstention le projet du Conseil fédéral de verser une indemnité de 50 francs par ménage en remboursement à la TVA perçue en trop entre 2010 et 2015 sur la redevance de réception de radio et de télévision. Ce montant sera déduit de la facture de la redevance en 2021. La déduction sera accordée à tous les ménages privés et collectifs (homes, EMS, hôpitaux ou encore internats). Les entreprises pourront également bénéficier d'un remboursement. **ATS**

Testé au Covid

Christian Levrat annule toutes ses obligations

Le président démissionnaire du Parti socialiste suisse (PSS), Christian Levrat, s'est fait tester vendredi pour le Covid-19. Dans l'attente des résultats, il a annulé toutes ses obligations, a-t-il tweeté en réponse à une information du site *blick.ch*, selon lequel un membre de la famille du conseiller aux États a été testé positif. Christian Levrat a précisé n'être ni malade, ni en quarantaine. Le Fribourgeois devait participer vendredi à Bâle à une cérémonie d'adieu à l'ancien président du PSS Helmut Hubacher, mort le 9 août. **ATS**

Il meurt en chutant d'une fenêtre

Zurich Un homme est tombé de la fenêtre d'un salon de massage vendredi dans le quartier du Niederdorf, à Zurich. Gravement blessé, il est mort sur place. La cause de sa chute n'est pas connue. **ATS**

Loi sur le CO_2: la révision approuvée

Berne Les Chambres fédérales ont approuvé vendredi en votations finales la révision de la loi sur le CO_2 a été approuvée vendredi par 129 voix contre 59 et 8 abstentions au Conseil national, et par 33 voix contre 5 et 6 abstentions au Conseil des États. **ATS**